

Transcription

Proposition d'introduction:

Face à l'afflux de migrants, l'Union européenne a organisé un sommet extraordinaire à Bruxelles. Plusieurs mesures ont été prises au cours de cette rencontre destinée à prévenir de nouveaux drames de l'immigration en Méditerranée.

Nous en parlons avec notre invitée du jour, Barbara Sorg, Présidente d'Amnesty International France.

Journaliste :

À l'occasion du sommet de Bruxelles, Amnesty a demandé aux chefs d'États européens de changer de politique pour que « la vie des personnes soit une priorité ». Est-ce que vous avez l'impression d'être entendue ?

Barbara Sorg :

Non pas réellement, le budget de l'Union européenne sert principalement aux opérations de contrôle : donc plus de bateaux de surveillance en Méditerranée et des bateaux qui sont placés en général loin de la zone où ont lieu la plupart des naufrages. Donc, le temps qu'ils arrivent s'il y a un signalement, les personnes risquent de se noyer.

Journaliste :

Donc il y a une volonté de stopper le mouvement migratoire plutôt que d'aller au secours des désespérés qui prennent la mer ?

Barbara Sorg :

Oui tout à fait. D'ailleurs, la France va dans ce sens-là puisqu'elle a annoncé qu'elle allait démanteler les réseaux de « passeurs » – ces personnes qui font payer des fortunes pour traverser la Méditerranée dans des conditions déplorables.

Journaliste :

Et qu'est-ce que vous en pensez de cette initiative ?

Barbara Sorg :

Je vais vous donner une image : vous avez une tour en feu avec des personnes à l'intérieur, plutôt que d'être brûlées ou asphyxiées, et bien, elles vont sauter. Alors, il peut y avoir des gens en bas qui leur vendent des bâches à 4000 ou 5000€. C'est pas parce qu'on enlève ces bâches que les gens vont arrêter de sauter. Ce que je veux dire, c'est que c'est pas en détruisant les bateaux de passeurs qu'on va stopper le flux de migrants.

Journaliste :

Je vois. Et est-ce que dans ce contexte-là, Amnesty International considère que la politique de l'Union Européenne favorise ce genre de réseaux mafieux ?

Barbara Sorg :

Pas seulement Amnesty d'ailleurs ; tous les gens qui regardent la situation telle qu'elle est sont d'accord : ce qui est à l'origine des passeurs, c'est l'inaction de la communauté internationale. Donc, on pense qu'il faut permettre aux gens de circuler, surtout donner un cadre juridique pour assurer un accès sécurisé à l'Union européenne.

Interview imaginaire inspirée de l'interview de Geneviève Garrigos dans l'Invité du matin du 24/04/2015 sur RFI :

<http://www.rfi.fr/emission/20150424-sommet-extraordinaire-union-europeenne-migrants-ong-amnesty-international>